

Razika Adnani : « L'Algérie : le chef d'État-Major doit assumer le rôle que l'histoire lui confie »

En Algérie, le discours du Président par intérim Bensalah prononcé jeudi dernier a durci le bras de fer entre le mouvement citoyen et pouvoir. Ce dernier a réitéré sa volonté de continuer à gouverner le pays et son intention de préparer les élections présidentielles après que le Conseil Constitutionnel ait annulé celles prévues le 4 juillet faute de candidats. Le pouvoir ne veut donc pas céder et s'arc-boute sur ses positions. Dès le lendemain et lors du seizième vendredi de manifestations, le peuple a prouvé que lui non plus, n'avait pas l'intention de céder et que sa détermination n'avait pas été ébranlée depuis le 22 février. Il a réaffirmé ses revendications par une mobilisation grandiose à travers toutes les grandes villes algériennes : en finir avec l'ancien système et bâtir une nouvelle Algérie où la souveraineté revient au peuple. Ce bras de fer enfonce davantage l'Algérie dans sa crise politique. À défaut de répondre aux revendications des Algériens, le Président par intérim propose le dialogue pour sortir le pays de la crise dans laquelle il se trouve. Il a réitéré l'appel lancé par le Chef d'État-Major, appel déjà rejeté par le mouvement citoyen.

Le dialogue ou la négociation est un échange de paroles et d'idées entre deux ou plusieurs individus dont l'objectif est de trouver des terrains d'entente. Choisir le dialogue ou la négociation, c'est donc choisir la discussion et non la violence pour sortir de la situation de crise et la non-violence est justement ce que revendique le mouvement citoyen depuis le départ. Malgré les manœuvres d'intimidation et de répression de la part du pouvoir pour imposer sa volonté, il y a une volonté de la part des deux parties d'opter pour la non-violence pour résoudre la crise politique que traverse le pays. Dans mon premier article à ce sujet, j'ai dit que l'État devait répondre avec la même maturité politique que celle avec laquelle le peuple l'interpellait. L'appel au dialogue révèle-il une maturité politique dans la réaction du pouvoir ? Certes oui, en comparaison avec les réactions qu'il a eu dans le passé et avec ce qui s'est passé au Soudan, où la répression sanglante a fait plusieurs victimes. Cependant, cette maturité demeure insuffisante devant les exigences de la situation.

Toutefois, il faut rappeler que les Algériens qui ont choisi de faire une révolution pacifique ne rejettent pas le dialogue en lui-même ou l'idée d'entamer des négociations avec le pouvoir. En effet, même les plus grands ennemis entament des négociations pour mettre fin aux conflits et éviter les guerres et les violences. Certaines négociations, comme celle concernant la crise des missiles de Cuba en 1962, ont marqué l'histoire politique du monde ; elles ont évité à l'humanité une guerre atroce entre les USA et l'URSS. Cependant, le peuple refuse le dialogue qui a comme préalable l'idée que le Président et le Gouvernement restent en place et que ce sont eux qui préparent les élections. Le peuple veut au contraire un dialogue pour préciser les modalités de leur démission et la mise en place d'un organisme qui assure la période de la transition et la préparation des élections présidentielles. Il veut des négociations pour la meilleure manière de permettre la naissance d'une Deuxième République algérienne et de remettre le destin de l'Algérie dans les mains des jeunes ; seule la jeunesse pourra donner à l'Algérie la vivacité dont elle a besoin.

Aujourd'hui, en envisageant ce dialogue, certaines propositions ont été faites et des feuilles de routes ont été mises sur la table. Cependant, le problème est que le mouvement citoyen n'a pas de représentants. Les quelques noms qui ont émergé, les premières semaines, ont fini par s'éclipser. Les vendredis, il n'y a pas une personne, ou quelques personnes, qui parlerait au mouvement citoyen, que celui-ci entourerait et écouterait, qui fédérerait la parole des manifestants. Cette crise de la représentativité au sein du mouvement citoyen qui est due à la crainte que sa voix ne soit pas

fidèlement représentée constitue un autre blocage. Blocage que la raison doit dépasser, car certes le peuple peut scander des slogans mais sans représentants il ne peut pas entamer des négociations. Certains pensent qu'il faut donner au mouvement citoyen le temps de mûrir. Cela serait une bonne idée si l'impasse politique n'engendrait pas des complications sur le plan économique notamment ; les spécialistes tirent la sonnette d'alarme et il faut les écouter.

Dans cette impasse politique, c'est vers le Chef d'État-major Gaïd Salah que les regards se tournent. C'est à lui que revient le pouvoir de décision et l'Algérie a besoin de lui aujourd'hui plus que jamais. Elle est dans une période cruciale de son histoire et le hasard a voulu que l'existence du Général Gaïd Salah croise cette période. Une chance que beaucoup de personnes rêveraient d'avoir. Il doit assumer le rôle que l'Histoire lui confie : préserver l'Algérie de toute violence, répondre aux revendications du peuple et accompagner les Algériens dans leur volonté de construire une Algérie nouvelle. La situation ne lui laisse pas d'autre choix que de le faire et le plus tôt serait le mieux. L'Algérie est un pays fragile malgré la maturité politique de son peuple et la bonne foi de sa jeunesse. C'est pour cela qu'il est important que les manifestants rentrent chez eux rassurés pour leur pays afin qu'ils consacrent leurs énergies à le construire. Cela permettra à Gaïd Salah de sortir par la grande porte de l'Histoire. Dans quelques années, on racontera qu'un général de 79 ans a permis à l'Algérie de sortir de la médiocrité politique qui a freiné son développement depuis 62 et aux Algériens d'être heureux dans leur pays. Quelle chance !!! Chance que beaucoup d'autres n'ont pas su saisir ; l'histoire s'en souviendra.

Razika Adnani

Philosophe et islamologue

Membre du groupe d'analyse de JFC Conseil

Paris, 8 juin 2019